

Syrie : Genèse d'un impossible conflit

*« Ce n'est jamais la lutte entre le Bien et le Mal,
C'est le préférable contre le détestable. »¹*

Raymond Aron, *Le Spectateur engagé*

*« En fait, ni l'hybris des États-Unis d'aujourd'hui,
ni l'ingénuité des Européens,
ni l'idéalisme des Français
et leur goût persistant pour le grandiloquence
ne fonctionnent vraiment. »²*

Hubert Védrine, *Continuer l'histoire*

Au commencement était les États-Unis....

Chacun se souvient de cette image du visage hébété³ du Président américain Georges W. Bush, alors entouré d'enfants dans l'école élémentaire Emma E. Booker, en Floride, lorsque l'un de ses conseillers vient lui chuchoter à l'oreille, l'effroyable nouvelle qu'est l'attaque terroriste des deux buildings du World Trade Center par deux avions pilotés par des kamikazes du réseau Al-Qaïda.

Cette image est mémorable car, marque, en dehors de la capture du visage inquiet et surpris du Président, le début de l'invasion du Moyen-Orient par les États-Unis d'Amérique et leurs alliés. Le chapitre VII de la Charte des Nations Unies lui conférant cette possibilité de se défendre, Bush n'a donc pas hésité à envahir cette région du monde dans ce que les américains appelleront la « traque de Ben Laden ». C'est également, à partir de cette période qu'est lancée « la guerre contre le terrorisme ». Tous les moyens étaient bons pour accomplir cette mission. Des politiques d'humiliation, comme la pendaison de Saddam Hussein, le contrôle total des institutions politiques irakiennes, aux innombrables violations des droits de l'Homme. Pour certains observateurs, cette guerre lancée en 2001, était justifiée par cette volonté de réagir face à de telles agressions. Un Etat aussi puissant ne pouvait rester sans réagir. Cependant, l'invasion qui suivra en 2003 allait totalement au delà du but initial défini. Ils y voyaient la volonté ferme de l'administration Bush de réduire à l'impuissance ou de réduire à une situation telle qu'ils (les irakiens) ne puissent plus continuer la lutte⁴. La banderole "*Mission accomplie*" sur le pont de l'Abraham Lincoln et son discours sur l'achèvement officiel de l'invasion d'Irak, du 1er mai 2003 illustrent assez bien ces propos⁵. D'autres allaient encore plus loin, en y voyant, derrière cette volonté ferme, les idéaux du très controversé article puis ouvrage du Professeur Huntington. Tout compte fait, deux constats semblent évidents et entièrement partagés actuellement par les différents acteurs de la scène internationale : d'une part, le fait de croire qu'ils pouvaient simplement aller envahir deux Etats, leur faire la guerre et rentrer, faisant croire que c'était terminé était une illusion. « Avant même que l'intention d'envahir l'Irak soit exprimée, l'erreur fondamentale est commise, partant de laquelle, l'échec est inévitable. Aussi bien en Irak qu'en Afghanistan »⁶. D'autant que l'erreur de jugement du Président, si bien exprimée dans son discours d'octobre 2002⁷ mais, perçue comme une force américaine face à l'ennemie, tend à conforter davantage cette

illusion de vaincre, de gagner cette guerre. Mais, au lieu de gagner sa précieuse guerre, les Etats-unis se sont engouffrés dans cet imbroglio fatal qu'ils ont suscité, animé par la peur et cette fameuse "guerre préventive" du Président Bush. Le problème est que non seulement, on ne gagne plus les guerres, mais, trois mois après la "fin" de l'invasion irakienne, le siège de l'ONU à Bagdad était la cible d'une voiture piégée, tuant les vingt deux occupants du bâtiment. Les américains s'étaient engagés dans la guerre contre le terrorisme certes, mais ils n'étaient pas préparés aux conséquences que celle-ci allait engendrer, notamment, les guerillas et surtout le réseau Al-Qaida, dont les rangs se sont renforcés par les soldats déchus de l'armée irakienne.

Aujourd'hui, le constat est présent et évident, cette guerre d'Irak – invasion d'abord, puis insurrection, guerre civile enfin (douze ans après...) - est bel et bien la matrice du présent terrorisme – aussi, de celui à venir à l'horizon proche⁸. Cette affirmation du Professeur Bauer est en lien direct avec le conflit syrien qui, a dépassé le simple cadre d'un conflit civil entre un Peuple et son Gouvernement.

Cependant, cette étude tend également à démontrer qu'en dehors du fait que les Etats-unis de par leur intervention en Irak et en Afghanistan par la suite, sont à l'origine de l'avènement du terrorisme à la fois dans ces deux pays, mais aussi, en Syrie actuellement, d'autres facteurs importants, d'autres acteurs principalement le régime syrien, à l'origine de cette prolifération du terrorisme actuel sont à mettre en avant afin de bien cerner le problème.

La sourde oreille du régime syrien face à l'effet domino des mouvements de contestations venus d'ailleurs

Au moment où, dès son élection, le Président américain Barack Obama commença le rapatriement des troupes armées d'Afghanistan et d'Irak, jusqu'à la fin de son mandat, où, il admettait l'erreur commise par son prédécesseur dix ans plutôt avec son allié Britannique, beaucoup de diplomates français se vantent aujourd'hui que leur Président Jacques Chirac, à l'époque, se soit prononcé contre, au travers du célèbre discours de son Ministre des Affaires étrangères au Conseil de Sécurité des Nations Unies. Car, à n'en pas douter, cette invasion en 2003 en Irak a été l'élément principal de l'évolution du terrorisme conduisant à la situation actuelle dans cette région stratégique du monde qui s'appelle le Moyen Orient et principalement en Syrie.

Cependant, si ce fait est établi, il convient aussi d'admettre que la situation politico-économique de cet État constituait aussi une part importante de la discorde.

En effet, au début, pour ce qui était considéré comme le reflet, au Moyen Orient, du Printemps arabe, déclenché quelques mois plutôt en Tunisie par l'immolation du jeune et fameux Mohamed Bouazizi, et qui avait vu des Gouvernements s'effondrer les uns après les autres ainsi que des soulèvements et mouvements contestataires un peu partout dans le monde, le cas syrien s'est en revanche révélé être un cas particulièrement difficile à gérer. En effet, si ces soulèvements ont eu des caractères assez éphémères dans la plupart des cas, depuis 2012, celui syrien ne cesse de s'aggraver. Afin de mieux comprendre la situation, il convient de l'analyser à partir de l'intérieur.

Il faut savoir que la Syrie est aujourd'hui, dans la région, un pays avec un régime politique particulier, avec un fils qui a succédé au père dont le règne a duré près de quarante ans. Vraiment, un modèle dont toutes les

sociétés arabes cherchent à se débarrasser. Mais, il y a le plan intérieur proprement syrien, ce dont on parle beaucoup moins. Avant le début du conflit, quatre, cinq années auparavant, il y a eu un appauvrissement brutal des campagnes rurales syriennes. A la suite de cela, on a constaté des grandes manifestations un peu partout dans ces villes rurales. A cela, il n'y a eu aucune réaction du pouvoir syrien, qui, au lieu de s'occuper de ces populations constituant l'encrage, le pilier traditionnel de la force du régime, s'est lancé pour faire plaisir au FMI, à la Banque Mondiale et aux pays occidentaux, dans des réformes néo-libérales, celles-là même qui avaient mis dans la rue des dizaines de millions de manifestants jusqu'à la Mauritanie⁹.

En outre, il y a bien évidemment, le niveau régional et international qui démontre qu'elle est géographiquement et politiquement, au cœur du Moyen-Orient¹⁰ et y joue un rôle incontournable notamment avec ses alliances avec le Hezbollah, l'Iran et le Hamas. Et par ailleurs, cette contestation de l'hégémonie israélienne. Tout ceci, naturellement qui ne vont pas dans le sens des États occidentaux.

Pendant toutes ces années, le peuple syrien avait à subir ce régime jusqu'au jour où l'effet de la fuite de Mohamed Ben Ali en Tunisie, de la contestation puis la destitution d'Hosni Moubarak en Égypte, le Yémen d'Ali Abdallah Saleh, le Bahrain se fait sentir dans les villes syriennes.

Pour ce qui était ou plutôt devait être à l'origine, un simple acte de vandalisme de l'espace public par des adolescents d'à peine quinze ans, le régime n'a pas pris à la légère les mots sur le mur « Le peuple veut renverser le régime » dans la ville sunnite de Deraa. La nouvelle de la disparition des fautifs, l'inquiétude de leurs parents et leur sentiment d'être humiliée se répand comme une traînée de poudre dans cette ville très conservatrice. La répression qui s'en suit est à la hauteur à la fois de la négation, du déni de la réalité humaine à l'intérieur du pays¹¹ et de la volonté du pouvoir de Bachar al-Assad d'écraser toute velléité de potestation¹².

L'engrenage dans la répression se poursuit, de même que les manifestations dans les différentes villes du pays. Le Président syrien, voulant calmer les tensions, prend des décisions qui vont marquer un nouveau tournant dans le conflit que l'on connaît aujourd'hui. En effet, dans son intention de faire plaisir aux occidentaux et apaiser les tensions, le régime de Bachar al-Assad a procédé à la libération en mai et juin 2011, de la prison de Saidnaya, des extrémistes issus des Généraux déchus des rangs de Saddam Hussein. Ces derniers ont rejoint le Front Al-Nosra, puis, l'État islamique.

Le conflit syrien : ses contours géopolitiques et géostratégiques

Au fil des années du conflit, la Syrie a réussi à se faire des alliés face à la volonté ferme des États occidentaux de faire changer le régime. Face à la révolte populaire (mars-août 2011), Le Gouvernement Erdoğan a voulu convaincre le régime syrien d'engager des réformes pour faire taire les tensions populaires. A cette époque, la Turquie avec sa nouvelle politique moyen-orientale de « zéro problème avec les pays voisins » avait l'ambition d'être incontournable dans la région. La résolution, donc, du conflit syrien devait lui permettre d'être aux yeux des puissances occidentales et arabes et dans les faits, une puissance régionale.

Or, nonobstant ses efforts consentis, le Premier ministre, doit se résoudre à l'échec quant au raisonnement de son fidèle allié syrien, et n'a plus d'autre choix que de soutenir avec les occidentaux, l'opposition syrienne.

Cette décision est le résultat du sentiment de l'ego et de la vanité touchés et blessés de Recep Tayyip Erdoğan, obligeant ce dernier à retourner sa veste et à abandonner Bachar al-Assad pour se poser en défenseur du peuple syrien opprimé¹³.

En dehors du cas turc, le conflit syrien est devenu le principal terrain de confrontation des différends entre les États. Les enjeux géopolitiques et géostratégiques ne s'étendent pas qu'aux seuls puissances occidentales.

Longtemps en retrait à cause des différents embargos et sanctions internationales, l'Iran a pris partie du dirigeant syrien dès le début du conflit, mettant ainsi à mal les efforts de négociations avec les États-Unis. Avec le conflit, Téhéran s'est vu face à des opportunités dans le monde arabe.

La position du pays face à l'Arabie Saoudite sunnite, reste toujours au statu quo. Les deux puissances rivales de la région se livrent une guerre par procuration en Syrie. Soutenant militairement et financièrement le régime de Bachar al-Assad d'une part, son soutien indéfectible au Hezbollah, son bras armé au Liban d'autre part, l'Iran ressort comme l'une des principales réussites de sa diplomatie au cours des trente-cinq dernières années et un instrument particulièrement utile pour assurer son influence régionale¹⁴. Ces "succès" et relations nouvelles ne sont pas du goût de tout le monde. L'Arabie-Saoudite, contrairement, réclame l'éviction du président syrien tout en apportant inconditionnellement son soutien aux opposants.

En outre, les Russes, dans leur obsession d'être une puissance face aux États-Unis et surtout, être celle qui réussira à résoudre le terrible conflit syrien, soutiennent Bachar al-Assad. Même traité d'être à l'origine du conflit le plus meurtrier depuis la seconde guerre mondiale, Vladimir Poutine n'a pourtant pas cessé ses bombardements sur les villes occupées par les rebelles notamment Alep.

Par ailleurs, la guerre en Syrie permet à Ankara de consolider ses actions de lutte contre les Kurdes sur son territoire au vu des récentes politiques du Président Erdoğan. La Turquie se sert notamment des acteurs du conflit, l'état islamique, pour lutter contre les Kurdes et leurs volontés d'autonomie et d'indépendance.

Alors, face à toutes ces tensions, ces divergences de positions font que certains évoquent l'internationalisation du conflit, des guerres par procuration de la part des puissances sur le territoire syrien.

L'impuissance des puissances face à l'impasse syrienne

Depuis le début du conflit en mars 2011, les réunions formelles et informelles ne cessent de s'enchaîner pour trouver une issue, d'abord à un conflit auquel on essaie à tout prix d'éviter, mais également, en profiter pour changer un régime avec lequel les États occidentaux et la Ligue Arabe ne s'entendaient plus. De mois en mois, d'années en années, le conflit ne cesse de s'envenimer, les conséquences sont désastreuses. Face à cela, les aides matérielles, humanitaires ont du mal à parvenir aux civils pris dans le conflit. L'impuissance face à cette tragédie humanitaire s'explique simplement par les refus des diplomaties chinoise et russe¹⁵. Et cela aussi trouve sa justification dans l'application excessive faite du principe de la responsabilité de protéger¹⁶ mis en place au début du millénaire. Autrement, après les excès commis en Libye, la Chine et la Russie ne voulaient pas voir se banaliser cette co-gérance occidentale au Moyen-Orient, a fortiori, répéter la même chose en Syrie. Ce qui fait que depuis 2012, le monde fait face à une telle violence sans pouvoir réagir¹⁷.

Par ailleurs, la communauté internationale reste divisée face au conflit. Les États-Unis avec la coalition internationale dont la France et le Royaume-Uni l'Union Européenne, et certains États arabes comme l'Arabie Saoudite, le Turquie et le Qatar soutiennent l'opposition armée face au régime. Quant aux deux autres membres permanents, la Russie et la Chine, ceux-ci refusent de laisser tomber Bachar al-Assad. La Russie, avec la Chine, ont ainsi par trois fois appliqué leur droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU (CSNU) – le 4 octobre 2011, le 4 février 2012 et le 19 juillet 2012 – contre des projets de résolution soutenus par les puissances occidentales¹⁸.

Pendant ce temps, au cœur du Moyen-Orient, la Russie, fidèle allié du régime de Bachar al-Assad depuis le début du conflit, ne faiblit son soutien face aux terroristes de l'État Islamique et rebelles syriens. Et face au drame et à la barbarie de ce qui se passe en Syrie, la communauté internationale demeure assez inactive au grand dam des alliés, de toutes les puissances inefficaces, aux autres États ou tout simplement à toutes les personnes et organisations internationales voulant aider les populations civiles mais tous, impuissants face à l'ampleur des dégâts en Syrie¹⁹.

Qui a la solution ?

Dans l'émission "Géopolitique – le débat " de mai 2012 sur RFI, l'animatrice, Marie-France Châtin posait la question de savoir qui a la solution du conflit syrien, au professeur Bertrand Badie²⁰. La réponse du professeur avait trait à la logique selon laquelle, c'est au peuple syrien de définir, dans leur volonté, les conditions, les formes, ils sont prêts à vivre ensemble et former un régime politique viable. Le contrat social, clairement. « Et cette question qui est l'une des questions qui sort directement de notre philosophie des Lumières, n'est pas posée par les ingénieurs de la politique ».

Il semblerait que négocier pour une sortie pacifique du terrible conflit syrien soit la voie la plus adéquate. Mais, comme expliquer plutôt, celles-ci sont toujours au statu quo, principalement à cause des droits de veto chinois et russe.

Au regard de toutes les atrocités, la barbarie, le drame et au désormais indéniable impuissance des Puissances, le Peuple syrien semble seul face à son destin et au régime et ses alliés notamment, l'Iran et principalement la Russie.

Donc, comme le dit le professeur Badie, « il y a effectivement lieu de considérer que le drame syrien est celui de l'hiver arabe, c'est-à-dire, d'un printemps qui a tourné à la catastrophe ; une catastrophe dont nul ne sait gérer aujourd'hui ».

Références :

- 1/2 Introduction in Syrie, Pourquoi l'Occident s'est trompé, Frédéric Pichon – Edition Du Rocher, Monaco, Mai 2014
- 3 <http://bigbrowser.blog.lemonde.fr/2011/07/29/apres-coup-le-visage-hebete-de-bush-le-11-septembre-un-leader-qui-projette-une-image-de-calme-national-geographic/>
- 4 De la guerre, 1832, Carl Von Clausewitz, p.20
- 5 <http://geopolis.francetvinfo.fr/mission-accomplie-en-irak-cetait-il-y-a-11-ans-37233>
- 6 Revue Conflits, « Terrorisme : Irak, l'origine de tout », Supplément au numéro 5, juin 2015
- 7 http://www.akadem.org//medias/documents/1_discours_Bush.pdf
- 8 Revue Conflits, « Terrorisme : Irak, l'origine de tout », article -Qui est l'ennemi ? - Alain Bauer, Professeur de criminologie au Conservatoire national des arts et métiers
- 9 Georges Corm (Économiste et historien, Professeur d'universités à Beyrouth) dans l'émission Géopolitique – le débat, en 2012
- 10 Entretien de Bachar al-Assad le 31 janvier 2011 au Wall Street Journal
- 11/12 Le nouveau Moyen-Orient, Jean-Pierre Filiu, édition Fayard, 2013, p. 119
- 13 <file:///F:/ceri-la-crise-syrienne-sonne-t-elle-le-glas-du-rve-turc-de-puissance-au-moyen-orient-2012-12-04.pdf>
- 14 <http://www.diploweb.com/L-Iran-face-a-la-crise-syrienne.html>
- 15 <http://www.lejdd.fr/International/Moyen-Orient/Alep-l-indignation-des-impuissants-830719>
- 17 <http://www.lejdd.fr/International/Moyen-Orient/Alep-l-indignation-des-impuissants-830719>
- 16 <http://www.ihedn.fr/userfiles/file/apropos/CA%2045%20Bondaz%20Chine-Syrie.pdf>
- 19 <http://www.unric.org/fr/actualite/3170-4-ans-de-conflit-syrien-en-10-chiffres>
<http://www.lefigaro.fr/international/2016/03/15/01003-20160315ARTFIG00003-syrie-apres-cinq-ans-de-guerre-tableau-d-un-pays-en-plein-chaos.php>
https://ec.europa.eu/echo/files/aid/countries/factsheets/syria_fr.pdf
- 18 <file:///F:/ceri-la-crise-syrienne-sonne-t-elle-le-glas-du-rve-turc-de-puissance-au-moyen-orient-2012-12-04.pdf>
- 20 <http://www.sciencespo.fr/ceri/fr/cerispire-user/7198/1523>